

Service santé et protection animales, environnement  
Place Bonet  
Cité administrative  
CS 30358 - Cedex  
61007 Alençon

Alençon, le 14/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATEMAX FRANCE**

Route d'Alençon  
61400 Saint-Langis-lès-Mortagne

Références : ENV2600066  
Code AIOT : 0056101541

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté Route d'Alençon 61400 Saint-Langis-lès-Mortagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des sites relevant des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATEMAX FRANCE
- Route d'Alençon 61400 Saint-Langis-lès-Mortagne
- Code AIOT : 0056101541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de traitement est autorisée par arrêté préfectoral du 12 février 2021, au titre de la rubrique 3650 de la nomenclature des ICPE (960 tonnes/jour). L'ensemble des eaux usées industrielles sont traitées *in situ* ; les eaux épurées sont rejetées dans l'Huisne (à environ 8 km).

### Thèmes de l'inspection :

- Risque chronique : autosurveillance des rejets des eaux traitées *in situ* dans l'Huisne et des eaux pluviales dans le milieu

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux résiduaires traitées in situ, Valeur limite de rejet et Fréquence	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.7	Sans objet
2	Eaux pluviales, Valeur limite de rejet et fréquence	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.8	Sans objet
3	Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance des rejets aqueux dans le milieu, rejet des eaux résiduaires traitées *in situ* et eaux pluviales, prescrite par arrêté préfectoral du 12 février 2021 est respectée.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Eaux résiduaires traitées *in situ*, Valeur Limite de Rejet (VLE) et Fréquence**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.7					
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires traitées in situ, Paramètres: VLE et fréquence					
Prescription contrôlée :					
Les effluents liquides issus de la station d'épuration doivent respecter les normes de rejet suivantes :					
		Contrôle interne		Contrôle externe	
Paramètres	VLE	Fréquence	Mesure	Fréquence	Mesure
débit	1000 m³/j	1 fois/j	continue	1 fois/an	Sur 24 h
pH	5,5-8,5		instantané		Instantané
Température	30 °C		24 h asservi au débit		24 h asservi au débit
DCO	90				
MEST	30				
DBO5	30	1 fois/mois			
NGL	40				
PT	2				
Hydrocarbures totaux	10				
Matières grasses	15				

**Constats :**

- Les exigences de suivi des paramètres de rejet sont respectées, à l'exception de trois écarts de pH relevés en 2025 (analyse en autosurveillance).

- La déclaration GIDAF a bien été réalisée.

- Les résultats du contrôle externe du 19/11/2025 sont conformes. Les contrôles des hydrocarbures totaux réalisé par le laboratoire 1 fois/an sont aussi effectués 1 fois/mois par l'exploitant mais n'apparaissent pas sur GIDAF.

De plus, il a été constaté une différence entre les débits mesurés en contrôle externe (250 m<sup>3</sup>) et interne (340 m<sup>3</sup>). Les mesures de débit entre les contrôles externes et internes doivent être harmonisées afin de garantir la cohérence des données.

Il est également constaté une différence entre les résultats des MES du laboratoire de l'exploitant et ceux du laboratoire extérieur, même si dans tous les cas les valeurs des MES sont très largement respectées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'exploitant devra transmettre les analyses des hydrocarbures totaux et des matières grasses (le cadre GIDAF ne prévoit pas le renseignement de ces paramètres). Ces analyses étaient à disposition le jour du contrôle.

- Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité au regard des prescriptions normatives et des exigences des constructeurs.

- Un contrôle métrologique des ouvrages de prélèvement et de mesure du débit interne devra être prévu pour l'année 2026.

- L'entretien périodique et le suivi métrologique seront justifiés conformément aux préconisations de la fiche de contrôle de l'appareil (débitmètre électro-magnétique). Le rapport de contrôle devra être communiqué au service d'inspection ICPE.

- Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, prévoyant notamment la réalisation de 3 campagnes d'analyses de 20 PFAS et du paramètre AOF, l'exploitant devra transmettre les 3 campagnes PFAS réalisées.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Eaux résiduaires traitées *in situ*, VLE et Fréquence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.8					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux pluviales VLE et fréquence					
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de pouvoir rejeter les eaux pluviales dans le milieu naturel, les valeurs suivantes doivent être respectées :					
paramètres	VLE mg/l	Interne, mesure	Interne, fréquence	Externe, mesure	Externe, fréquence
DCO	90	instantané	1/semaine	au moins 24 h	1/an
MEST	30	instantané	1/semaine	au moins 24 h	1/an
DBO5	30	instantané	1/semaine	au moins 24 h	1/an
Hydrocarbures totaux	10	instantané	1/mois	au moins 24 h	1/an
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses sont conformes.					
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le plan du site, matérialisant les points de rejet et les zones du site concernées, sera tenu à disposition de l'inspection.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

**N° 3 : Surveillance des effets sur l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.10					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement					
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en amont et en aval de son rejet s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence trimestrielle. Pour les eaux réceptrices, les effluents du rejet respectent les dispositions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1.5 °C</li> <li>- ne pas induire une température supérieure à 21.5 °C</li> <li>- maintenir un pH entre 6 et 9</li> <li>- la modification de la couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</li> </ul> les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.					
<b>Constats :</b> Ces analyses sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site ; l'exploitant devra les transmettre.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					